

**Jérôme VAILLANT\***

**LE 8 MAI 1945 DANS NOS MÉMOIRES  
COLLECTIVES : VICTOIRE, DÉFAITE,  
LIBÉRATION ; NOUVEAU DÉPART**

La longueur du titre et la diversité des options qu'offrent les termes choisis montrent assez que la question posée est complexe, difficile. Le pluriel dans « nos mémoires collectives » veut dire que nous partons de l'idée qu'il y a bien des mémoires collectives, mais qu'elles sont plurielles tout en étant « nôtres », en l'occurrence ici française et allemande ; mais il importerait aussi de savoir si cette perception n'est pas trop étroite vu que le 8 mai n'a pas mis simplement fin à un conflit franco-allemand, mais européen et mondial, la question serait donc aussi de savoir si nous sommes en train de construire une mémoire collective européenne, commune à tous les pays d'Europe. Pour l'instant il semblerait que nous en soyons plutôt encore au niveau de mémoires collectives qui restent largement nationales mais cherchent, par la confrontation et la comparaison avec celle des pays voisins, partenaires et alliés, à s'ouvrir à la dimension européenne pour faire émerger un dénominateur commun.

Le titre comporte ensuite une série de trois termes : « victoire, défaite, libération » que la séparation du quatrième par un point virgule semble mettre à un même niveau tout en singularisant la 4<sup>e</sup> proposition : nouveau départ, celle-ci pourrait donc être commune à tous. Les trois termes « victoire, défaite, libération » ne peuvent que suggérer puisque il y a opposition entre « victoire » et « défaite » que la victoire des uns a été la défaite des autres et que pour les uns et les autres victoire et défaite ont peut-être en commun d'avoir été une libération, mais libération de quoi ? Pour la

---

\* Professeur de civilisation allemande à l'Université Charles de Gaulle - Lille 3, rédacteur en chef de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, Paris.

France, de l'occupation allemande et, pour l'Allemagne, du régime de terreur nazi ? Mais ce qui nous apparaît évident pour la France l'était-il dès le départ pour l'Allemagne : les Allemands ont-ils perçu en son temps le 8 mai 1945 comme une libération du national-socialisme ? Rien n'est moins sûr, c'est pourtant, avec bien des difficultés encore, la présentation qui est faite aujourd'hui, en mai 2005, du 8 mai 1945.

Si les choses ne sont pas simples, c'est que la mémoire se construit à partir de faits sans doute vérifiables, mais que la perception que nous avons de ces faits dépend des pays et des perspectives adoptées, que la mémoire, également, évolue avec le temps. Chaque époque revisite les événements passés qu'elle célèbre en fonction de son projet d'avenir. Nous vivons dans une société qui a développé plus que jamais une culture de la mémoire, expression dont Pierre Nora n'imaginait peut-être pas le succès qu'elle allait avoir quand il a consacré un livre aux « lieux de mémoire ». Notre mémoire reste pourtant sélective, elle se construit en fonction du sens que l'on veut donner au passé.

Où serait-on mieux placé qu'à Verdun pour comprendre que le passé est soumis à réévaluation en fonction des évolutions de l'histoire ! Ville héroïque des soldats qui font front, édifient de leur corps un mur pour ne pas laisser passer l'ennemi – tous ses monuments aux morts ne cessent d'en porter le témoignage, souvenirs de pierre qu'ils sont, mais aussi des paroles qui y sont gravées -, Verdun est aujourd'hui plus que le symbole du sacrifice, le symbole de la souffrance, des carnages inutiles de la Grande guerre et, par réaction, un appel à la paix et au respect des droits universels de l'homme. Un large consensus s'est développé avec le temps entre la France et l'Allemagne pour donner cette signification profonde à la bataille de Verdun. Et pourtant, des différences d'appréciation subsistent de façon latente. Il est peut-être plus facile aujourd'hui encore à de jeunes Allemands de faire ressortir le caractère inutile, inhumain de cette boucherie parce que c'était l'objectif annoncé, délibéré du Général von Falkenhayn, chef de l'Etat-major allemand, que de créer à Verdun un abcès de fixation qui, en saignant les renforts que les Français ne manqueraient pas d'y en-

voyer en raison de la valeur symbolique du lieu et de sa fonction stratégique dans la défense française, permettrait ailleurs une percée allemande. Mais il ne l'emporta pas. Le sacrifice paraît moins inutile aux Français, jeunes et vieux, parce qu'ils continuent de voir que la résistance française, en barrant la route de Paris, a empêché une victoire allemande. Mais les chiffres sont là : 337.000 soldats allemands périssent dans la bataille de février à décembre 1916, 377.000 soldats français. Verdun reste dans la mémoire collective française « la plus grande bataille de la France » et pour ne citer que Le Larousse encyclopédique, « Verdun est le symbole de l'héroïsme des combattants, de l'acharnement de la lutte et de l'immensité des pertes humaines. » C'est le temps qui a consacré Verdun capitale de la paix, symbole des guerres fratricides à éviter.

### **Perceptions différentes du 8 mai 1945 : victoire versus défaite**

Pour ce qui est du 8 mai 1945 que Français et Allemands célèbrent aujourd'hui, mais aussi les autres puissances qui ont participé au conflit, comme la fin de la guerre et la libération du national-socialisme, les perceptions sont en 1945 inévitablement différentes, le sens qui est donné à l'événement a considérablement évolué avec le temps, grâce à la construction de l'Europe dans les conditions de la guerre froide puis grâce à la fin de la guerre froide provoquée par l'effondrement des régimes communistes en Europe. Mais il est nécessaire de rappeler les événements au moment où ils ont eu lieu et de s'attarder sur le vécu des populations pour comprendre le chemin parcouru.

Pour les Français comme pour les autres pays victorieux, le 8 mai 1945 symbolise la fin de la 2e Guerre mondiale et la libération du pays. Le geste qui le caractérise de façon compréhensible pour tous, c'est le « V » de la victoire, fait et refait par des millions de personnes au fur et à mesure que les armées alliées libèrent la France, du 8 juin 1944 au 8 mai 1945, Dunkerque et Calais occupés jusqu'au bout n'étant libérés qu'avec la capitulation sans conditions de la Wehr-

macht. En 2004/05, la France a revécu ces libérations successives qui ont donné lieu, aujourd'hui comme hier, à des manifestations populaires d'allégresse. Quand nous fêtons, en France, ces libérations successives, nos voisins allemands rappelaient les événements qui avaient scandé l'effondrement militaire de l'Allemagne nazie et les débuts de l'occupation, recourant aux chroniques intimes, aux témoignages individuels, les destins les plus divers s'exprimant dans les journaux selon les choix, en général très ouverts, des rédactions. Il suffit pour s'en convaincre de lire des journaux comme la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la *Frankfurter Rundschau* ou la *Süddeutsche Zeitung* pour s'en convaincre. Mais là où l'on fêtait en France la libération, on a célébré en Allemagne l'ouverture des camps de concentration et d'extermination dans une grande entreprise de souvenir et de témoignage de caractère à la fois cathartique et expiatoire. Est-il besoin de rappeler que là où, en France, le 8 mai 1945, le symbole dominant était celui de la victoire, le geste qui décrit le mieux cet instant en Allemagne, c'était les bras levés de la reddition ! Bras levés par des millions de soldats pour lesquels commencent des périodes plus ou moins longues d'emprisonnement. Ceux qui, tel Alfred Andersch, ont fait leur « 20 juillet personnel »<sup>1</sup>, comme il le dit dans son récit autobiographique « Les cerises de la liberté », en désertant sur le front italien, près de Nettuno, étaient une minorité. A. Andersch dit à quel point il lui avait pourtant été difficile, à lui l'ancien communiste bavarois, de faire passer son engagement personnel avant le serment prêté à Hitler.

Il s'agit bien pour l'Allemagne, le 8 mai 1945, en tout premier lieu d'une reddition. La Wehrmacht capitule sans conditions une première fois le 7 mai à Reims, mais comme l'Union soviétique, qui a supporté le plus gros de l'effort de guerre sur le théâtre européen des opérations, ne reconnaît à la capitulation signée à Reims par le général Jodl qu'une valeur provisoire, un nouvel acte de capitulation est signé à Berlin-Karlshorst, au quartier général de l'Armée rouge, cette fois par le Feldmarschall Keitel, chef du Haut commandement de la Wehrmacht. La capitulation entre en vi-

---

<sup>1</sup> Jour de l'attentat contre Hitler.

gueur dans la nuit du 8 au 9 mai, ce qui fait que la date de référence pour l'URSS puis la Russie n'est pas le 8 mais le 9 mai. L'Union soviétique connaît la force des symboles, le drapeau rouge a été le premier à flotter sur la chancellerie du Reich, c'est à Berlin que doit être, pour elle, scellée la défaite militaire de l'Allemagne. Il s'agit d'une capitulation militaire et non, comme les Américains, sur le modèle de la reddition des Etats du Sud face aux Etats du Nord à la fin de la Guerre de sécession, l'avaient, au départ, souhaité, une capitulation politique de l'Etat allemand. Pragmatique, Staline a estimé qu'il ne fallait pas la rendre inutilement difficile aux chefs militaires allemands en y associant des clauses politiques. C'est pourquoi les Quatre grands ajouteront un mois plus tard, le 5 juin exactement à 18 h à Berlin, une déclaration unilatérale qui leur fait assurer l'autorité suprême en Allemagne : les vainqueurs installent dans l'Allemagne vaincue ce qu'il est convenu d'appeler en droit international un condominium qui les autorise à intervenir dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays. A cela il y a deux raisons, l'une pratique, l'autre fondamentale. La première est que les Alliés ne trouvent pas en Allemagne d'administrations allemandes capables d'assumer leurs fonctions, ne serait-ce que parce que Hitler a pratiqué dans les derniers mois de la guerre, conformément au décret dit de Néron, une politique de la terre brûlée – à vrai dire diversement appliquée – afin de ne rien laisser d'utilisable aux armées ennemies et jugé le peuple allemand indigne de survivre puisque il perdait la guerre : politique jusqu'au-boutiste et politique de démission allaient de pair. Mais surtout, conformément aux décisions prises par les Alliés de la coalition anti-hitlérienne, l'Allemagne, une fois remportée la victoire, devait être traitée comme une puissance ennemie vaincue à laquelle, tout comme pour le Japon, ne s'appliquaient pas les principes et garanties de la Charte de l'Atlantique. Elle n'était pas libérée, elle ne s'était pas non plus libérée d'elle-même ou n'avait pas contribué, comme l'Italie qui obtient en 1943 le statut de co-belligérant, contribué à sa libération. Le sentiment qui prédomine alors du côté allié est qu'il aura fallu aller jusqu'au bout et sur tous les fronts briser la résistance militaire allemande pour remporter la victoire. L'offensive

des Ardennes en décembre 1944 en a été la preuve pour l'état-major anglo-américain, la résistance allemande face aux poussées de l'armée rouge n'ont pas besoin de davantage de commentaires. Cela entretient le sentiment diffus auprès des responsables alliés que les Allemands faisaient corps avec le régime nazi, et alimente la thèse d'une culpabilité collective du peuple allemand, renforcée par la découverte dans toute leur étendue des atrocités commises par la Wehrmacht et des crimes contre l'humanité perpétrés par les nazis. Ce n'est qu'avec l'expérience du terrain et de l'occupation que cette thèse insoutenable sera par la suite relativisée.

Pour les Allemands, le 8 mai 1945 signifie d'abord la fin de la guerre. Il serait certainement faux d'interpréter, comme cela a été fait à l'occasion, le fait qu'à l'entrée des Américains à Aix-la-Chapelle en février/mars 1945 des Allemands hissent le drapeau blanc, comme la preuve qu'ils ressentent la fin de la guerre comme une libération. Ils ne se sentent pas libérés, ils sont simplement soulagés, au moins la vie peut-elle reprendre sans crainte des bombardements aériens, des tirs d'artillerie, des tireurs d'élite cachés, des exécutions sommaires commises par les nazis qui tuent tous ceux qu'ils jugent trop prompts à se rendre. Les Allemands ont alors pour préoccupations premières d'assurer leur survie, c'est-à-dire, d'avoir un toit, un abri, de quoi manger, de quoi s'habiller... L'officier d'ordonnance de l'amiral Dönitz à Flensburg, note dans son journal à la date du 8 mai 1945 : « (Le peuple allemand) est heureux que la guerre soit finie et si l'avenir le préoccupe, c'est seulement pour des motifs personnels. » Les Allemands se sentent également mis au ban du monde, frappés par l'opprobre, ils sont alors partout jugés coupables : ils ne sont plus sujets de leur histoire, mais objets dans les mains des occupants, ils subissent. Ceux qui en Allemagne ressentent la fin de la guerre comme une libération, ce sont les opposants au régime, les rescapés des camps, toutes les personnes déplacées aux fins de guerre par le régime nazi et qui sont soudain projetés sur les routes difficiles de la liberté.

## **L'occupation : une propédeutique de la démocratie à compter de l'année « Zéro » ?**

Bientôt les Allemands auront la garantie de n'être pas réduits en esclavage, les accords de Potsdam leur ouvrent une perspective pour la période après l'occupation. Son préambule, influencé par les préceptes moraux qui conduisaient l'administration américaine à l'époque du Président Roosevelt, affirme certes dans un premier temps très solennellement que « les armées alliées occupent toute l'Allemagne et le peuple allemand commence à expier les crimes terribles qui ont été commis sous la direction de ceux qu'il a ouvertement approuvés du temps de leurs succès et auxquels il a obéi aveuglément. » Mais, quelques lignes plus loin, les Alliés déclarent tout aussi solennellement « qu'ils n'ont pas l'intention d'anéantir le peuple allemand ou de le réduire à l'esclavage » mais qu'ils veulent lui donner la possibilité de se préparer à reconstruire sa vie sur des bases démocratiques et pacifiques » avec pour objectif « de lui permettre de retrouver, le moment venu, sa place parmi les peuples libres et pacifiques du monde. » L'occupation de l'Allemagne est présentée comme un passage nécessaire, mais limité dans le temps, elle doit être une période propédeutique pendant laquelle les Allemands auront à faire la preuve de leur capacité à retrouver le chemin de la paix et de la démocratie. En ce sens, les accords de Potsdam affichent la conviction que le peuple allemand n'est pas foncièrement guerrier et de nature irrémédiablement inapte à la démocratie, mais comme tous les peuples du monde qu'il est perfectible, capable d'évoluer – même si c'est, pour commencer, sous le contrôle des puissances d'occupation. Les accords de Potsdam ouvrent donc à l'Allemagne et aux Allemands la chance d'un nouveau départ.

1945, c'est moins pour les Allemands ce jour particulier que fut le 7, le 8 ou le 9 mai 1945, que ce que beaucoup ont appelé l'année zéro et même l'heure zéro (Stunde Null). L'image a quelque chose de vrai et de faux à la fois, de faux dans la mesure où il n'y a jamais dans l'histoire de ces ruptures radicales qui feraient que l'on construirait quelque chose de neuf à ce point qu'il ne participerait pas du passé ;

de vrai, dans la mesure où l'année 1945, avec ce qu'elle a apporté d'effondrement du passé et de ruines, ne peut être que le départ d'une reconstruction sur des bases nouvelles avec le champ infini des possibilités qui semblent alors s'offrir. Que le champ des possibilités ne soit pas infini, tout observateur réaliste pouvait le savoir, ne serait-ce précisément que parce que l'Allemagne n'était pas maîtresse de son sort, mais dépendait des puissances d'occupation, de leurs projets et de leur capacité à s'entendre sur un modèle commun d'Allemagne. Or les accords de Potsdam n'étaient pas à ce point consensuels qu'ils aient pu servir de base suffisante à un accord entre les Quatre sur l'avenir de l'Allemagne. Pour les Soviétiques, les USA empêcheraient tout renouveau de l'Allemagne dans le sens d'une révolution populaire, pour les Américains, l'expansionnisme soviétique menaçait la paix non seulement en Allemagne, mais en Europe. La guerre froide a sans aucun doute empêché bien des expériences de renouveau démocratique et social en Allemagne en focalisant les choix en fonction de leur portée dans le cadre du conflit Est-Ouest.

Le 8 mai 1945, les Allemands ne pouvaient guère avoir le sentiment d'une libération parce qu'ils avaient au mieux été l'objet d'une libération objective malgré eux, ils n'avaient pas été eux-mêmes les sujets actifs de leur libération. Leur vécu ne le leur permettait pas. C'est donc seulement après un long cheminement que le 8 mai a pris en Allemagne une autre valeur. Dix ans après la deuxième Guerre mondiale, le chancelier Konrad Adenauer souhaitait marquer le chemin parcouru en fêtant de façon aussi solennelle que possible le 5 mai 1955 comme « jour de la souveraineté. » L'entrée en vigueur des Traités de Paris signés en octobre 1954 mettaient un terme au statut d'occupation de la République fédérale d'Allemagne et faisaient entrer celle-ci dans l'OTAN ainsi que dans l'UEO. Les deux principaux objectifs inlassablement poursuivis par le premier chancelier de la RFA, la liberté et la parité, tels que celui-ci les avaient formulés dans sa déclaration d'investiture en 1949, étaient atteints : « Nous sommes libres parmi les peuples libres », déclara K. Adenauer à cette occasion à la radio, mais il n'y eut pas de grande cérémonie comme en avait rêvé le chancelier. Les



libéraux estimaient qu'il n'y avait pas de raisons valables de fêter quoi que ce soit dix ans après la capitulation et après dix ans d'occupation. Mais surtout les sociaux-démocrates avaient fait savoir que pour eux, « l'Allemagne restait divisée et que l'on ne pourrait parler de souveraineté de l'Allemagne que lorsque celle-ci serait réunifiée dans la liberté. »<sup>2</sup> Au cours des négociations avec les trois puissances, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, différentes dates pour la fin de l'occupation avaient été évoquées : le 17 juin, une façon de dire que la RDA sous le contrôle de Moscou n'était ni libre ni souveraine, le 23 mai, jour d'entrée en vigueur de la Loi fondamentale, la constitution de la RFA, ainsi que le 7 mai. Mais si pour Adenauer, il s'agissait bien de faire ressortir le chemin parcouru en dix années, la date fut rejetée parce que trop proche du 8 mai auquel la célébration du retour à la souveraineté ne devait pas se substituer. Pour Jakob Kaiser, ministre des Affaires panallemandes, le 8 mai devait être l'occasion de se remémorer la capitulation ainsi que les fuites et les expulsions qu'avaient provoquées la défaite de l'Allemagne. Dix ans plus tard, en 1965, la fin de la 2e Guerre mondiale ne fait l'objet d'aucune commémoration et, en 1970, pour le chancelier Willy Brandt comme pour son ministre des Affaires étrangères, Walter Scheel, le 8 mai ne peut être un jour de fête, c'est le jour de la capitulation allemande et de l'effondrement du IIIème Reich. En 1985, quarante ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Alfred Dregger estime encore, en sa qualité de chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate à Bonn, qu'« on ne fête pas les défaites ».

### **Une nouvelle évaluation par R. v. Weizsäcker**

Il appartient alors au Président fédéral, Richard von Weizsäcker d'ouvrir la brèche décisive en direction d'une nouvelle évaluation du 8 mai 1945 pour l'Allemagne et les Allemands. Il concède dans l'allocution qu'il tient le 8 mai 1985 devant le Bundestag que chaque peuple se remémore

<sup>2</sup> Cf. Helmut Vogt, *Der Tag der Souveränität am 5. Mai 1955 in Vjh. f. Z.*, 53. Jg, Heft 2/April 2005, pp. 315-329.

cette date de façon différente en fonction de ce que l'après-guerre lui a apporté et estime dans un premier temps que le 8 mai n'est effectivement pas un jour que les Allemands peuvent célébrer comme une fête, il leur appartient, par nécessité, de rester entre eux et de se souvenir. Et pourtant, ajoute le Président fédéral, « il est apparu de jour en jour plus clairement ce que ce jour aujourd'hui signifie pour nous tous : le 8 mai était aussi un jour de libération. » L'imparfait montre bien que pour R. v. Weizsäcker c'est seulement avec le recul du temps que la perception que les Allemands ont de la fin de la 2e Guerre mondiale peut, doit évoluer. Encore faut-il ne pas confondre causes et conséquences. Rappelant ce que la fin de la guerre a pu apporter de souffrances aux Allemands quand ils ont pris le chemin de la captivité ou de l'exode, parce qu'ils avaient perdu parents et patrimoine pendant la guerre ou suite aux expulsions dont ils étaient victimes, il affirme haut et fort que ce n'est pas la fin de la guerre qui est la cause première de l'exode, des expulsions, de la privation de liberté mais bien le régime nazi qui a conduit à la guerre : « Nous ne devons pas séparer le 8 mai 1945 du 30 janvier 1933. » Aussi bien si les Allemands n'ont pas de bonnes raisons de se mêler aux célébrations de la victoire, ils ont toutes les raisons du monde de voir dans le 8 mai 1945 la fin du plus grand errement de l'histoire allemande et d'y voir un germe d'espoir en un avenir meilleur.

C'est cette interprétation de l'histoire qui s'est aujourd'hui largement répandue en Allemagne et que rend très bien l'historien de Potsdam, Christoph Klessmann, dans une formule double : « l'année 1945 est la fin de la catastrophe allemande et la chance pour un nouveau départ » (1945 als Endpunkt der deutschen Katastrophe und Chance zum Neubeginn). C'est l'interprétation dominante. Selon un sondage Polis récent, 80% des Allemands verraient dans la fin de la guerre un « jour de libération » et seulement 9% « le jour de la défaite de l'Allemagne », 6% estiment que c'est à la fois l'un et l'autre.<sup>3</sup> Mais on trouve encore inévitablement dans la classe politique des réminiscences des autres perceptions passées que l'unification de l'Allemagne est encore venue

<sup>3</sup> Cf. <http://onnachrichten.t-online.de/c/40/53/08/4053084.html> (consultation du 06.05.05).

compliquer. En effet, pour la RDA, le 8 mai 1945 était, sous la dictée soviétique, le jour de la libération du fascisme, une vision des choses qui permettait à la RDA de se défaire sur la seule RFA de l'héritage du passé nazi. Quand dans le district de Steglitz-Zehlendorf à Berlin, un édile local du PDS demande début 2005 que soit fêté le 8 mai comme jour de libération, il provoque une levée de boucliers de la part de la majorité chrétienne-démocrate et libérale pour laquelle « le 8 mai 1945 symbolise sans doute la libération du régime totalitaire nazi mais aussi les souffrances infligées à la population par l'Armée rouge de la Prusse orientale jusqu'à Berlin. » Aussi cette majorité voudrait-elle réunir dans une même sollicitude les personnes assassinées et persécutées par le régime nazi, les victimes de la guerre, de l'exode et des expulsions, les femmes violées et les victimes des inutiles bombardements aériens, une formule qui fait dire à *Die Zeit* (No. 16/14.04.05) que, pour en venir là, la CDU et le FDP de Steglitz-Zehlendorf ont oublié que c'était l'Allemagne qui avait commencé la guerre. Pour limiter les dégâts, CDU et FDP ont finalement décidé de « commémorer de façon convenable (angemessen) le 60e anniversaire de la signature de la capitulation de la Wehrmacht le 8 mai 1945. » Comme quoi, faute de repères idéologiques adaptés, la solution retenue est toujours de s'en tenir aux faits et rien qu'aux faits ! Mais il est également intéressant de relever la prise de position de la présidente du parti chrétien-démocrate, Angela Merkel qui a vécu en RDA : pour elle, il ne fait pas de doute que « le 8 mai 1945 est un jour de libération du nazisme et ce pour tous », mais que pour les Allemands, il y a eu aussi les expulsions et d'ajouter : « Pour nous en Allemagne de l'Est, cela n'a pas été la libération définitive, mais le début d'une nouvelle dictature. La libération du nazisme n'a pas signifié pour tout le monde la liberté. »<sup>4</sup> Elle est sur la même ligne que la présidente de Lettonie, Veira Vike-Freiberga, pour qui « la chute du régime nazi n'a pas provoqué la libération de mon pays. Les trois Etats baltes, Lettonie, Estonie, Lituanie, ont été à nouveau soumis à une occupation brutale par un autre régime totalitaire étranger, l'Union soviétique. » En marge

<sup>4</sup> Cf. « Die Befreiung war nicht die Freiheit für alle! », entretien d'A. Merkel avec *Die Zeit*, 14.04.05.

des festivités du 9 mai à Moscou, les Etats baltes et la Pologne attendraient de la Russie qu'elle s'excuse pour le pacte Molotov-Ribbentrop par lequel l'Allemagne et la l'URSS ont réglé entre eux leur partage et permis le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. » La Russie, dans la tradition de l'Union soviétique, a du mal à admettre que le 8 mai 1945 soit autre chose que l'occasion de célébrer la grande guerre patriotique, pour elle, la libération du nazisme s'est faite au prix du sang russe, l'accord Molotov-Ribbentrop était une nécessité pour permettre à l'URSS de rassembler ses forces.

Les choses sont-elles plus simples du côté français ? Il semblerait que oui ! Et pourtant ! Le 8 mai est, en France, une fête qui a aussi connu quelques étranges avatars. La fin de la Deuxième Guerre mondiale a toujours été célébrée, mais ce n'était pas nécessairement un jour férié ou chômé. A l'occasion du 8 mai 1975, le Président Valéry Giscard d'Estaing décida « de ne plus commémorer désormais cet anniversaire qui sera ainsi le 30ème et le dernier. » Il le faisait au nom de la réconciliation franco-allemande, un argument qui manquait passablement de pertinence puisqu'il réduisait un conflit mondial à une guerre franco-allemande et, surtout, niait son caractère de lutte contre le national-socialisme. Dès son arrivée au pouvoir, François Mitterrand rétablit la célébration du 8 mai, il en fit un jour férié et même une journée de commémoration nationale. Il s'agissait de maintenir vivante la mémoire de la guerre mais surtout de la nécessaire lutte contre le nazisme, ce ne pouvait être qu'au terme d'une mauvaise compréhension de la réconciliation franco-allemande que le Président VGE était arrivée à la conclusion qu'une telle célébration gênait les Allemands, comme si ceux-ci ne pouvaient précisément voir dans le 8 mai 1945 que leur défaite ! Mais cela tenait aussi au fait que pour les Français, le 8 mai 1945 n'a jamais eu la même force symbolique que le 11 novembre 1918, parce que ce jour-là c'était vraiment la fête d'une victoire à laquelle la France avait participé de toutes ses forces tandis que la France, si elle a contribué elle-même à sa libération par ses différents réseaux de résistance et même participé, grâce à l'action du Général de Gaulle, et aussi modestement que ce fut, au dé-

barquement, être donc l'acteur de sa libération, elle n'en était pas le principal acteur, elle était redevable de sa libération d'abord aux Américains, Britanniques et Canadiens. Puissance victorieuse au statut mal assuré, la France n'a jamais pour le 8 mai 1945 une relation aussi franche que pour le 11 novembre.

Quelle est la valeur symbolique du 8 mai 1945 pour nous aujourd'hui, quelle missions nous assigne le passé ? Le 8 mai est commémoré aujourd'hui par le Bundestag sous le signe de la fin de la 2e Guerre mondiale et de la dictature nazie. Le discours du Président fédéral, Horst Köhler sera accompagné musicalement par de jeunes musiciens de Pologne, de République tchèque et d'Allemagne ? Le Chancelier Schröder, déjà invité à participer aux célébrations du 60e anniversaire du Débarquement l'an passé, alors que 20 ans auparavant il paraissait encore exclu aux Alliés d'inviter à une telle cérémonie le chancelier H. Kohl, sera présent à Moscou lors de la célébration du 9 mai 2005 à Moscou. On est au-delà de la réconciliation. La fin de la guerre froide a scellé la fin de l'après-guerre et rendu à l'Allemagne une place presque normale dans la famille des peuples. Aussi est-il devenu possible de célébrer le 8 mai au-delà des clivages anciens et de placer ce jour anniversaire sous le double signe de la libération de l'Europe et de la lutte pour la démocratie et les libertés. Pour l'Allemagne subsiste pourtant encore une obligation morale de plus, celle de développer une culture de la mémoire qui permette de connaître toute la vérité du passé sans que cela oblitère l'avenir. Il n'y a sans doute pas de confrontation au passé qui soit aisée, l'Allemagne a suivi en la matière un chemin qui peut passer pour exemplaire. Le 10 mai 2005 aura sans doute été aussi important sinon plus que le 8 mai. Le 10 mai, en effet, l'Allemagne a inauguré, après de longues années de travaux et de débats fortement controversés, le monument à la mémoire des juifs d'Europe assassinés : un champ de 19.000 m<sup>2</sup> situé à quelques pas de la porte de Brandebourg et à proximité de l'endroit où se situait la nouvelle chancellerie avec le Bunker où Hitler s'est suicidé le 28 avril 1945. Le champ est couvert de plus de 2700 stèles en béton pouvant mesurer jusqu'à 4,70 m de haut. Le projet a provoqué en son temps le rejet de l'écrivain Martin Walser qui considérait

rejet de l'écrivain Martin Walser qui considérait que la monumentalisation de la mémoire contribuait à son instrumentalisation morale contre l'Allemagne. Pour le Président du Bundestag, Wolfgang Thierse, c'est au contraire un lieu qui fait sentir au visiteur « la solitude, l'impuissance et le désespoir ». Cet immense monument en plein cœur de Berlin prend tout son sens avec l'exposition qui lui est adjointe sur la déportation et l'extermination des juifs d'Europe. Ce qui est conçu plus comme un lieu d'information que comme une exposition traditionnelle cherche à faire partager la dimension de l'horreur de la shoah. Le lieu doit parler au cœur comme à l'esprit. L'Allemagne a su par ailleurs développer une culture appropriée de la mémoire, en des lieux historiques tels que le « nid d'aigle » de Hitler au-dessus de Berchtesgaden. Là où la presse internationale, en 2005, a seulement retenu que venait d'être inauguré un hôtel de luxe se trouve une exposition réalisée par l'Institut d'histoire contemporaine (IfZ) de Munich sur l'Etat national-socialiste et le fonctionnement de son régime de terreur, l'objectif étant de confronter tout curieux à la réalité de l'histoire passée et d'éviter ainsi qu'un lieu de mémoire puisse devenir un lieu dévoyé de pèlerinage.

Ainsi armée pour affronter le passé, l'Allemagne d'aujourd'hui peut prétendre à cette normalité au sein de l'Union européenne qu'il n'a été possible de construire que sur la base de la réconciliation franco-allemande commencée dès après la fin de la guerre par les plus clairvoyants et sagement mise en œuvre à compter du début des années 1950. Le soutien que V. Poutine apporte, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, à la demande de l'Allemagne d'obtenir un siège permanent au sein du Conseil de contrôle de l'ONU, est la preuve du capital de confiance dont celle-ci dispose à l'Est comme à l'Ouest, un capital dans lequel la confrontation au passé ne joue pas le moindre rôle. C'est ce que reconnaît indirectement V. Poutine quand il affirme que l'Allemagne ne doit pas sempiternellement se couvrir la tête de cendres en signe de repentance et a droit à la reconnaissance de son rôle dans les relations internationales. De tels propos qui semblent être décalqués sur ceux de feu le ministre-président bavarois Franz

Josef Strauss ne sont évidemment pas exempts d'arrière-pensées, il s'agissait alors de conforter une alliance germano-franco-russe pour contenir les ambitions hégémoniques américaines. Ils restent pourtant révélateurs d'un changement de paradigme qui fait de l'Allemagne plus que l'ennemi d'hier et l'allié d'aujourd'hui, un Etat auquel il est possible de faire confiance jusque dans sa normalité retrouvée, comme aime à le dire Egon Bahr quand il parle de l'Allemagne comme d'un « Etat tout ce qu'il y a de normal » (*Ein ganz normaler Staat*).